

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après le congrès du Snes du 27 mars, unité avec la CGT
en vue

L'unification du syndicalisme enfin en marche ?

- Social -

Date de mise en ligne : dimanche 3 mai 2009

Démocratie & Socialisme

L'unité qui préside, depuis le 19 janvier, à l'action syndicale interprofessionnelle a des effets évidents sur l'ampleur des mobilisations. Mais elle semble avoir déclenché aussi une prise de conscience des effets de l'émiettement du syndicalisme français. Un séisme syndical est-il est train de s'amorcer ?

Le congrès du SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), principal syndicat de la FSU (il représente 40 % des adhérents de cette fédération), s'est achevé le 27 mars dernier avec l'adoption d'une motion particulièrement importante : ce syndicat propose que la FSU s'engage dans la voie de la construction d'un nouvel outil syndical, unifiant le syndicalisme français, et indique qu'une telle entreprise n'aurait de sens qu'avec la CGT.

Si les formulations sont parfois complexes et paraissent timides, le sens est donné : au sein de la fédération, née en 1993 de la scission de la puissante FEN, le débat est désormais posé d'une unification du syndicalisme autour de la première confédération ouvrière.

Cette prise de position du SNES, dans la perspective du congrès fédéral qui aura lieu en janvier 2010, est le résultat de l'échec des tentatives précédentes d'élargissement de la FSU. Au sein de l'éducation nationale, son coeur historique, la fédération pèse toujours autant, mais elle n'est parvenue ni à réellement s'élargir à l'ensemble des départements ministériels, ni à réellement mordre dans la fonction publique territoriale malgré l'adhésion de structures syndicales issues de la CFDT.

L'idée, caressée un moment par certains, de faire de la FSU une nouvelle confédération ou pseudo-confédération, sur le modèle de l'UNSA ou de Solidaires, n'est plus défendue que par quelques responsables assez isolés, et n'est plus mentionnée dans les textes que pour être immédiatement récusée.

Un débat qui n'est pas tranché dans la FSU

Si ce vote est évidemment très important, il n'est que la première étape d'un processus qui reste fragile. Le premier obstacle sera évidemment interne à la FSU. Si la réflexion semble largement avancée au sein du SNES, il n'en est pas de même dans les autres « gros » syndicats de la fédération (notamment le SNUipp, syndicat du premier degré). Au sein de la tendance *Ecole Emancipée* (environ 15% des voix dans les élections internes), très proche du NPA, qui a longtemps défendu l'idée d'une fusion FSU-Solidaires, et qui a échoué à faire inscrire la référence à l'union des SUD dans le texte du SNES, le débat est ne semble plus aussi tranché. Il est certain que la crainte d'une disparition du droit de tendance, constitutif de la FSU et totalement contrainte à l'esprit de la CGT, pèse aussi largement sur sa réflexion. Dans l'ensemble, la tendance majoritaire *Unité et Action* (75% des voix environ) ne semble pas prête à sacrifier son choix historique du pluralisme et du droit de tendance sur l'autel de l'unification.

Reste aussi le positionnement des « nouveaux » syndicats, ceux qui ne faisaient pas partie du socle historique de la FSU, et qui l'ont rejointe après avoir quitté leur confédération d'origine, essentiellement la CFDT, et qui donc ont fait le choix de la FSU en grande partie contre la CGT. Rien ne dit, donc, que ce mandat adopté à plus des deux tiers des voix, par le congrès du SNES se transformera automatiquement en mandat de la FSU. On peut cependant s'interroger sur ce qu'il adviendrait d'une fédération qui ne parviendrait pas à s'accorder sur une question aussi essentielle que celle de son avenir !

La question des alliances

Mais l'autre obstacle, évident, est constitué de l'attitude des autres organisations syndicales. La plupart semblent largement restreindre leur réflexion sur cette question aux conséquences prévisibles des nouvelles règles de la représentativité, quitte à envisager des rapprochements qui semblent totalement contre-nature, comme celui de l'UNSA, de culture réformiste et social-démocrate, avec la CGC, fortement liée historiquement à la droite politique, ou encore l'incroyable association à la SNCF de la CFDT, qui s'est toujours glorifiée d'une ligne « *solidaire et réformiste* » avec la très corporatiste FGAAC...

La CGT, quant à elle, a longtemps considéré ces questions comme secondaires, arc-boutées sur sa ligne de « *syndicalisme rassemblé* », se considérant comme la confédération de référence qui n'aurait pas à faire de pas en direction des autres, et notamment de la FSU, souvent prise de haut par les dirigeants de Montreuil, qui pouvaient légitimement lui reprocher le décalage entre ses prétentions de servir de « *modèle* » syndical et la réalité de sa représentativité interprofessionnelle.

Cette attitude fait craindre au sein de la FSU une attitude hégémonique de la centrale ouvrière, qui, dans le cas d'un tête-à-tête entre les deux organisations, mènerait directement à l'échec.

Il n'en reste pas moins qu'une telle dynamique, si elle venait à être confirmée et par le congrès confédéral de la CGT fin 2009 et par le congrès de la FSU en janvier 2010, aurait forcément un impact fort sur les autres formations syndicales.

D'ores et déjà, *Solidaires*, tout en s'opposant sur le fond à une telle perspective, en contradiction avec ses choix historiques, a considéré, grosso modo, qu'elle ne pourrait pas « *ne pas en être* » si ce rapprochement devait se concrétiser.

On peut penser que d'autres organisations se poseraient le même type de question : au sein de l'UNSA, où le rapprochement avec la CGC fait grincer bien des dents, mais aussi sans doute dans la CFDT, où il reste encore des militants en contradiction avec la ligne confédérale, mais sceptiques quant au caractère démocratique de la CGT... sans parler de FO, qui risque d'entrer dans une période de forts troubles internes si les nouvelles règles de représentativité consacrent sa marginalisation dans de nombreux secteurs.

Comme souvent dans le monde syndical, les grandes transformations mettent du temps, surtout lorsqu'il s'agit de construire. Autant une scission se décide en quelques mois, autant un rapprochement peut mettre des années. L'urgence de la situation sociale et l'absence de réelle alternative politique face à la droite au pouvoir vont peut-être, ici, jouer le rôle d'un accélérateur à une unification qui ne pourrait être que bénéfique aux salariés.

Daniel Marceau